

**Comité de l'accès aux marchés**

**RESTRICTIONS QUANTITATIVES:  
RENSEIGNEMENTS FACTUELS SUR LES NOTIFICATIONS REÇUES**

**RAPPORT DU SECRÉTARIAT<sup>1</sup>**

*Révision*

**1 INTRODUCTION**

1.1. Le présent rapport a pour but de présenter des renseignements factuels sur les notifications reçues conformément à la "Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives" (ci-après la "Décision")<sup>2</sup> et regroupées dans la Base de données sur les restrictions quantitatives.<sup>3</sup> Il complète les renseignements déjà communiqués par le Secrétariat dans le guide pratique sur les notifications des restrictions quantitatives (JOB/MA/101/Rev.2) et la note d'information sur la précédente Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives (JOB/MA/6).

1.2. Le rapport donne des renseignements factuels sur le contenu des notifications de restrictions quantitatives reçues au 14 mars 2022, y compris i) un aperçu des restrictions quantitatives appliquées par le Membre notifiant; ii) les flux commerciaux (c'est-à-dire les importations et les exportations) affectés et les types de mesures utilisés; iii) les types de produits visés; et iv) les justifications juridiques indiquées par les Membres.

**2 RENSEIGNEMENTS FACTUELS SUR LES NOTIFICATIONS DE RESTRICTIONS QUANTITATIVES**

2.1. La Décision prévoit que la notification des restrictions quantitatives<sup>4</sup> en vigueur sera établie selon un modèle spécifique figurant dans son annexe 1. Ladite annexe exige des Membres qu'ils fournissent les renseignements suivants pour chaque restriction quantitative: i) une description générale de la restriction quantitative; ii) le type de restriction (selon les abréviations figurant à l'annexe 2); iii) les codes des lignes tarifaires dont relèvent les produits visés, y compris la version du SH utilisée; iv) la désignation détaillée des produits pour la (les) ligne(s) tarifaire(s) correspondante(s); v) la justification juridique de l'application de la mesure; vi) la base légale nationale de la restriction quantitative, y compris la date de son entrée en vigueur et la date à laquelle elle cessera d'être en vigueur, si elle est connue; et vii) les observations du Membre, l'application de la restriction ou la modification d'une mesure notifiée précédemment.<sup>5</sup>

---

<sup>1</sup> Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et est sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

<sup>2</sup> Décision du Conseil du commerce des marchandises du 3 juillet 2012 (G/L/59/Rev.1).

<sup>3</sup> Le paragraphe 7 de la Décision dispose ce qui suit: "Les notifications présentées au titre de la présente décision seront regroupées par le Secrétariat dans une nouvelle base de données qui sera mise à la disposition du public. Si une notification ne comprend pas tous les éléments décrits au paragraphe 2, le Secrétariat inclura la notification dans la base de données et informera le Membre concerné qu'il manque des renseignements". La base de données sur les restrictions quantitatives est disponible à l'adresse suivante: <https://qr.wto.org>.

<sup>4</sup> L'expression "restriction quantitative" n'est pas clairement définie. Dans le cadre de l'Accord sur l'OMC, plusieurs dispositions juridiques traitent de ces mesures, y compris l'article XI:1 du GATT de 1994 (Élimination générale des restrictions quantitatives). Pour un aperçu des dispositions de l'OMC concernant les restrictions quantitatives, voir le document JOB/MA/6.

<sup>5</sup> Paragraphe 2 de la Décision.

## 2.1 Notification des restrictions quantitatives

2.2. Au 16 mars 2022, 58 Membres<sup>6</sup> avaient notifié les restrictions quantitatives en vigueur pour quelques-unes ou la totalité des périodes biennales (2012-2014, 2014-2016, 2016-2018, 2018-2020 et/ou 2020-2022), soit une progression de 7 Membres depuis le dernier rapport. Sur les 58 Membres ayant soumis des notifications, 18 en ont soumis pour toutes les périodes biennales, et 13 pour une seule période biennale. Jusqu'ici, 42 Membres ont notifié des renseignements au titre de la période biennale en cours (2020-2022). La Décision permet en outre aux Membres de notifier les modifications apportées à leurs mesures, qui sont généralement distribuées sous forme d'addenda à la notification initiale. À ce jour, 25 Membres ont notifié des modifications à leurs mesures. Il convient de noter que bon nombre de ces notifications de modifications concernent des mesures adoptées par les Membres en réponse à la pandémie de COVID-19<sup>7</sup>. Aucune notification "inverse" n'a été reçue à ce jour.<sup>8</sup> La liste complète des notifications soumises par des Membres jusqu'à la date du présent rapport figure dans l'annexe. Étant donné que tous les Membres n'ont pas notifié de restrictions quantitatives, les renseignements succincts fournis dans le présent rapport ne sont pas nécessairement représentatifs de l'ensemble des restrictions quantitatives appliquées par tous les Membres de l'OMC.

2.3. Selon la base de données sur les restrictions quantitatives, les 58 Membres qui ont présenté des notifications appliquent au total 1 762 restrictions quantitatives, qui représentent 2 289 mesures. Les termes "restriction quantitative" et "mesure" servent à désigner deux notions différentes dans le présent rapport, ce qui s'explique par le fait que chaque restriction quantitative notifiée peut être mise en œuvre par plus d'une mesure. Par exemple, une restriction quantitative peut comprendre une prohibition conditionnelle qui est administrée au moyen d'une procédure de licences non automatiques. Aux fins du présent rapport, cette restriction quantitative sera comptabilisée comme deux mesures distinctes.

2.4. Pour éviter toute répétition inutile dans l'analyse, les calculs sont fondés sur les renseignements contenus dans la dernière notification présentée par chacun des 58 Membres. En d'autres termes, si un Membre a soumis une première notification pour la période biennale 2012-2014 et a ensuite notifié les mêmes mesures pour d'autres périodes biennales, seule la plus récente notification a été prise en compte. Étant donné que d'autres variables peuvent aussi être assorties de relations de type "un à plusieurs", le nombre total de mesures/restrictions quantitatives varie pour chacun des graphiques ci-après.

## 2.2 Type de restriction appliquée et flux commerciaux affectés

2.5. La Décision dispose que les Membres notifient toutes les restrictions quantitatives en vigueur, qu'elles affectent les importations ou les exportations. En outre, conformément au paragraphe 2 ii), les Membres doivent fournir une "indication précise du type de restriction imposée, au moyen des abréviations figurant à l'annexe 2". Lorsqu'une restriction ne peut pas être classée au moyen de l'une de ces abréviations, le Membre donne une description complète de la mesure dans la notification.<sup>9</sup>

2.6. Le graphique 1 montre que sur les 2 289 mesures notifiées par les Membres, 62% d'entre elles sont des mesures à l'importation, les 38% restant étant des mesures à l'exportation. En ce qui concerne le type de restrictions, la plupart des mesures qui ont été notifiées sont:

- des prohibitions (par exemple interdiction de certains produits) (P), dont 263 concernent les exportations et 496 les importations; et

---

<sup>6</sup> Les États membres de l'Union européenne comptent pour un.

<sup>7</sup> Voir les séries de documents G/MA/W/157 et G/MA/W/168.

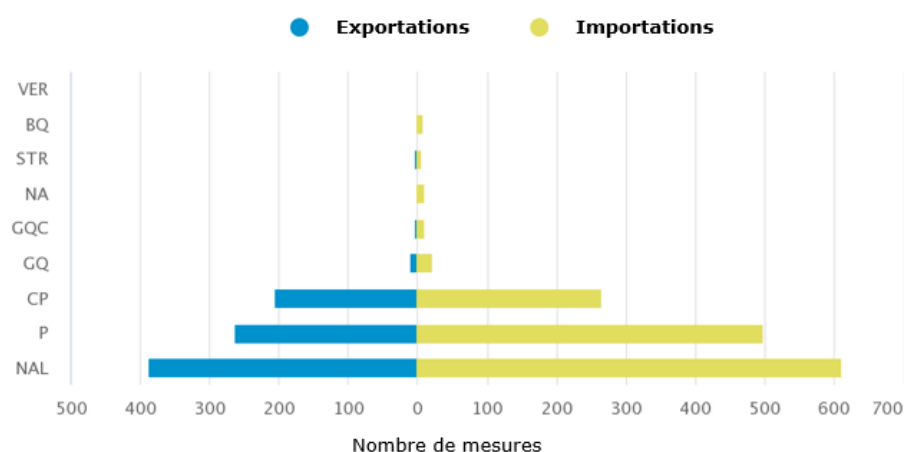
<sup>8</sup> Le paragraphe 5 de la Décision dispose que les Membres auront la faculté de présenter des notifications inverses de mesures appliquées par d'autres Membres. Ils devront utiliser le modèle figurant à l'annexe 1 et donner tous les renseignements nécessaires. Ces notifications seront inscrites à l'ordre du jour du Comité de l'accès aux marchés, et le Membre qui fait l'objet de la notification inverse aura deux mois pour présenter par écrit des observations. En l'absence d'observation dans le délai imparti, le Secrétariat ajoutera les renseignements figurant dans la notification inverse à la base de données.

<sup>9</sup> La note de bas de page 5 de la Décision précise que la liste "ne vise pas à définir ou à harmoniser le concept de restrictions quantitatives dans le cadre de l'OMC".

- des procédures de licences non automatiques (NAL), dont 387 s'appliquent aux exportations et 610 aux importations; et
- des prohibitions sauf dans des conditions définies (prohibitions conditionnelles) (CP), dont 205 s'appliquent aux exportations et 264 aux importations.

2.7. Les contingents<sup>10</sup>, qu'ils soient globaux (GQ), répartis par pays (GQC) ou bilatéraux (BQ), et les restrictions quantitatives du fait d'un commerce d'État (STR) représentent un faible pourcentage du nombre total de mesures notifiées.

### Graphique 1: Nombre de mesures notifiées, par type de restriction et flux commercial affecté



Source: Base de données de l'OMC sur les restrictions quantitatives, sur la base des notifications reçues. Les abréviations renvoient aux symboles utilisés dans la Décision sur les restrictions quantitatives (annexe 2).

### 2.3 Types de produits visés

2.8. Les paragraphes iii) et iv) de la Décision exigent que les Membres fournissent des renseignements précis sur le code de la ligne tarifaire dont relèvent les produits visés par la restriction quantitative, à savoir: i) une désignation détaillée de la (des) ligne(s) tarifaire(s) ou parties de ligne(s) tarifaire(s) visée(s), et version du Système harmonisé (SH) dont les codes sont tirés; et ii) une désignation détaillée du (des) produit(s) visé(s) par la restriction quantitative. En outre, il est indiqué que "les Membres s'efforceront d'être précis dans les cas où la restriction ne vise qu'une partie d'une sous-position du SH, c'est-à-dire seulement une partie d'un code à six chiffres".

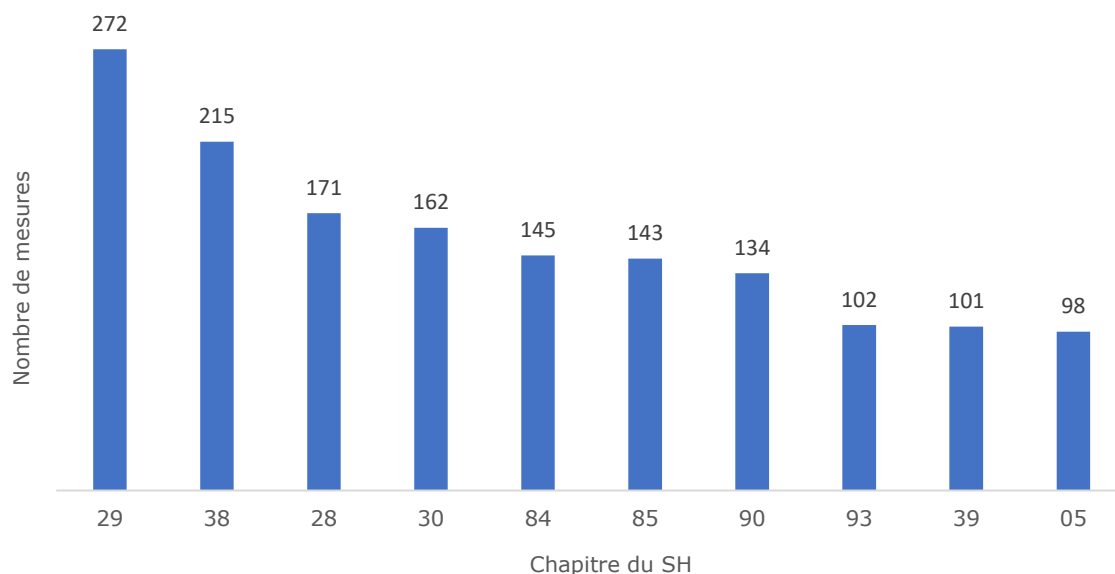
2.9. Globalement, les 1 762 restrictions quantitatives utilisées pour les calculs se rapportent à tous les chapitres du SH dans l'ensemble des données, tandis que, dans plusieurs cas, il n'a pas été donné de renseignements spécifiques sur les codes pertinents du SH. Ces cas représentent environ 14% des restrictions quantitatives notifiées.

2.10. Le graphique 2 montre les 10 chapitres du SH qui sont le plus fréquemment mentionnés dans les notifications de restrictions quantitatives. Le calcul est fondé sur les codes tarifaires mentionnés dans les notifications, y compris celles qui contiennent des renseignements partiels. Le chapitre 29 (Produits chimiques organiques) est celui pour lequel la fréquence de notifications de mesures

<sup>10</sup> Un contingent est une restriction (c'est-à-dire un volume absolu) concernant la quantité d'une marchandise pouvant être importée par un pays ou exportée d'un pays. Il ne faut pas le confondre avec un "contingent tarifaire", qui consiste en l'application d'un taux de droit réduit (droit contingentaire) à une quantité déterminée de marchandises importées; les importations en sus de cette quantité déterminée sont soumises à un taux de droit plus élevé (droit hors contingent). Des contingents tarifaires sont couramment utilisés pour les produits agricoles. La note de bas de page 1 de la Décision exclut expressément les contingents tarifaires du champ d'application de la Décision.

concernant des restrictions quantitatives est la plus élevée, suivi par le chapitre 38 (Produits divers des industries chimiques) et par le chapitre 28 (Produits chimiques inorganiques).

### Graphique 2: Les 10 principaux chapitres du SH visés par des restrictions quantitatives



Source: Base de données de l'OMC sur les restrictions quantitatives, sur la base des notifications de restrictions quantitatives reçues.

## 2.4 Justification au regard de l'OMC

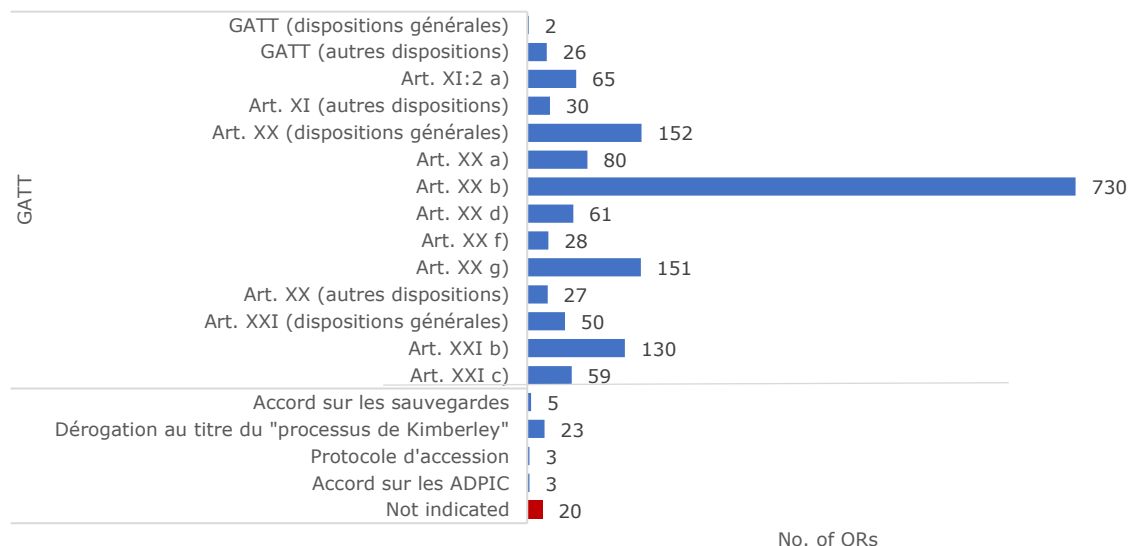
2.11. Le paragraphe 2 v) de la Décision exige des Membres qu'ils donnent "une indication des motifs pour lesquels les mesures sont appliquées [...] et les dispositions précises de l'OMC", qui sont fournis par les Membres à titre indicatif, uniquement à des fins de transparence<sup>11</sup>. Bien que les Membres aient le plus souvent cité au moins une disposition du GATT de 1994 (97% des motifs dans l'ensemble de données), ils ont aussi mentionné d'autres instruments juridiques, comme des dérogations, l'Accord sur les sauvegardes, des dispositions de protocoles d'accèsion et l'Accord sur les ADPIC. D'un autre côté, il n'a été mentionné aucune disposition spécifique pour 20 restrictions quantitatives.

2.12. Le graphique 3 montre que le GATT de 1994 est l'Accord de l'OMC le plus fréquemment cité de l'ensemble des données. Au titre de cet accord, les "Exceptions générales" prévues à l'article XX étaient les plus fréquemment invoquées: 1 363 restrictions quantitatives, soit 77% du total. Il est fait référence en particulier au paragraphe b) de l'article XX, qui traite des mesures "nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux", et qui est cité pour près de 54% des restrictions quantitatives dans l'ensemble de données. Les "exceptions concernant la sécurité" prévues à l'article XXI sont citées comme justification pour 236 (ou 14%) des restrictions quantitatives. Outre le GATT de 1994, les Membres ont également mentionné dans une moindre mesure d'autres justifications juridiques telles que la dérogation au titre du "processus de Kimberley"<sup>12</sup> (15 restrictions quantitatives).

2.13. Il y a plusieurs cas où référence a été faite à un article en général sans autres détails (par exemple, dans 152 cas, les Membres ont simplement indiqué "article XX"), ou des cas où la justification s'apparente à l'une des exceptions générales du GATT mais où aucune disposition précise n'est citée (par exemple "Protection de la vie des animaux et de l'environnement").

<sup>11</sup> La note de bas de page 3 de la Décision sur les restrictions quantitatives dispose, entre autres choses, que la "justification est fournie à titre indicatif, uniquement à des fins de transparence. Elle sera sans préjudice de toute position juridique qu'un Membre pourra adopter en ce qui concerne la mesure particulière à laquelle elle est censée s'appliquer."

<sup>12</sup> Système de certification du processus de Kimberley pour les diamants bruts, voir WT/L/ 1039.

**Graphique 3: Nombre de restrictions quantitatives notifiées, par disposition de l'OMC citée comme justification**

Source: Base de données de l'OMC sur les restrictions quantitatives, sur la base des notifications reçues.

## 2.5 Autres justifications avancées

2.14. Le paragraphe v) de la Décision dispose que les Membres doivent donner une indication des motifs pour lesquels les mesures sont appliquées, y compris "tout engagement pertinent pris au niveau international dans les cas où cela est approprié". Plusieurs notifications ont donné des renseignements sur d'autres accords, conventions ou traitements, mais les Membres ont adopté des approches différentes. Certains ont fourni des renseignements très détaillés mais d'autres n'en ont pas fourni bien qu'ils soient parties à ces conventions internationales.

2.15. Le tableau 1 indique le nombre de restrictions quantitatives qui font référence à des accords internationaux. Les conventions internationales les plus citées dans les notifications sont, entre autres, la CITES, le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, la Convention de Rotterdam, la Convention de Bâle sur les déchets dangereux et les Conventions de l'ONU sur les drogues et les substances psychotropes.

**Tableau 1: Nombre de restrictions quantitatives liées aux 15 principales autres justifications citées dans les notifications**

Autre justification	Nombre de restrictions quantitatives
Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, 1987	62
Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, 1985	44
Convention sur les armes chimiques	41
Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes, 1988	38
Convention unique sur les stupéfiants, 1961	36
Convention sur les substances psychotropes, 1971	27
Résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies	22
Convention de Rotterdam	21
Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, 2001	20
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES)	18
Convention de Bâle	15
Système de certification du Processus de Kimberley	15
Protocole de Cartagena	11
Convention interaméricaine sur les armes à feu, les munitions, les explosifs et d'autres matériels connexes	8
Convention internationale pour la protection des végétaux	6

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des notifications de restrictions quantitatives.

## 2.6 Autres éléments figurant dans les notifications

2.16. Le paragraphe 2 vii) de la Décision autorise les Membres à fournir des renseignements concernant, entre autres, la façon dont la restriction est administrée et la question de savoir si elle est appliquée sur une base NPF, ou aux échanges avec un ou plusieurs partenaires commerciaux. Par exemple, environ deux tiers des mesures dans l'ensemble de données comportent des renseignements sur la manière dont la mesure est administrée, sur les entités responsables, sur la durée prévue des mesures, etc. Le Secrétariat pourrait procéder à une évaluation plus détaillée de ces renseignements dans les versions futures du rapport si les Membres le jugent opportun. Plusieurs notifications contenaient des renseignements sur les mesures concernant des restrictions quantitatives qui imposent des interdictions ou restrictions à des partenaires spécifiques qui ont souvent un rapport avec des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, ou plus récemment avec la COVID-19.

## 2.7 Renvoi à d'autres notifications adressées à l'OMC

2.17. Étant donné que plusieurs mesures font déjà l'objet d'autres prescriptions spécifiques en matière de notification au titre de différents Accords de l'OMC et qu'il faut veiller à éviter tout double emploi, la Décision autorise les Membres à effectuer des renvois aux notifications présentées à d'autres comités.<sup>13</sup> Ainsi, les Membres peuvent inclure un renvoi à des notifications présentées au titre de l'Accord sur l'agriculture, de l'Accord sur la balance des paiements, de l'Accord sur les sauvegardes, de l'Accord sur les procédures de licences d'importation (uniquement les procédures de licences non automatiques) et d'autres accords.<sup>14</sup> Par exemple, sur l'ensemble des notifications de restrictions quantitatives reçues depuis 2012, 12% des restrictions quantitatives font référence à des notifications au Comité des licences d'importation. La section 2 du modèle de présentation des notifications permet aux Membres d'insérer les renseignements requis par le paragraphe 2 de la notification des restrictions quantitatives qui ne sont pas inclus dans une notification à d'autres comités.

---

<sup>13</sup> Paragraphe 3 de la Décision.

<sup>14</sup> Section 2 de l'annexe 1 de la Décision.

## Annexe

Liste des notifications de restrictions quantitatives  
présentées au 16 mars 2022

Membre	Période biennale	Document	Type	Date de notification
Afghanistan	2014-2016	G/MA/QR/N/AFG/1	Complète	29/07/2016
	2016-2018/ 2018-2020	G/MA/QR/N/AFG/2	Complète	27/09/2019
	2020-2022	G/MA/QR/N/AFG/3	Complète	15/12/2020
Albanie	2018-2020	G/MA/QR/N/ALB/1	Complète	20/11/2018
	2018-2020	G/MA/QR/N/ALB/1/Add.1	Modifications	17/03/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/ALB/1/Add.2	Modifications	02/11/2021
Arabie saoudite, Royaume d'	2018-2020	G/MA/QR/N/SAU/1	Complète	24/04/2020
Argentine	2016-2018	G/MA/QR/N/ARG/1	Complète	16/04/2018
	2016-2018	G/MA/QR/N/ARG/1/Rev.1	Complète	16/04/2018
	2016-2018	G/MA/QR/N/ARG/1/Rev.2	Complète	18/07/2018
	2018-2020/ 2020-2022	G/MA/QR/N/ARG/2	Complète	21/01/2021
Australie	2012-2014	G/MA/QR/N/AUS/1	Complète	19/10/2012
	2014-2016	G/MA/QR/N/AUS/2	Complète	15/01/2015
	2016-2018	G/MA/QR/N/AUS/3	Complète	28/07/2017
	2016-2018	G/MA/QR/N/AUS/3/Add.1 G/MA/QR/N/AUS/3/Add.1/Corr.1	Modifications	09/04/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/AUS/4	Complète	07/05/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/AUS/4/Add.1	Modifications	15/06/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/AUS/4/Add.2	Modifications	07/09/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/AUS/4/Add.3	Modifications	18/12/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/AUS/5	Complète	30/09/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/AUS/5/Add.1	Modifications	17/05/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/AUS/5/Add.2 G/MA/QR/N/AUS/5/Add.2/Corr.1	Modifications	20/07/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/AUS/5/Add.3	Modifications	17/02/2022
Bahreïn, Royaume de	2018-2020	G/MA/QR/N/BHR/1/Rev.1 G/MA/QR/N/BHR/1/Rev.1/Corr.1	Complète	24/09/2019
	2020-2022	G/MA/QR/N/BHR/1/Rev.1/Add.1	Modifications	24/03/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/BHR/1/Rev.1/Add.2	Modifications	19/04/2021
Bangladesh	2018-2020	G/MA/QR/N/BGD/1 G/MA/QR/N/BGD/1/Corr.1	Complète	14/04/2020
Brésil	2012-2014/ 2014-2016	G/MA/QR/N/BRA/1	Complète	22/08/2016
	2016-2018	G/MA/QR/N/BRA/2	Complète	21/09/2018
	2018-2020	G/MA/QR/N/BRA/2/Add.1	Modifications	27/05/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/BRA/2/Add.2	Modifications	11/01/2021
Cambodge	2020-2022	G/MA/QR/N/KHM/1	Complète*	22/07/2021
Canada	2012-2014	G/MA/QR/N/CAN/1	Complète	07/11/2012
	2014-2016	G/MA/QR/N/CAN/2	Complète	23/10/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/CAN/3	Complète	30/09/2016
	2018-2020/ 2020-2022	G/MA/QR/N/CAN/4	Complète	30/09/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/CAN/4/Add.1	Modifications	15/12/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/CAN/4/Add.2	Modifications	13/12/2021
Chine	2012-2014	G/MA/QR/N/CHN/1	Complète	08/04/2015
	2012-2014	G/MA/QR/N/CHN/2	Complète	08/04/2015
	2014-2016	G/MA/QR/N/CHN/3	Complète	08/04/2015
	2016-2018	G/MA/QR/N/CHN/4	Complète	29/01/2019
	2016-2018	G/MA/QR/N/CHN/4/Rev.1	Complète	29/01/2019
	2018-2020	G/MA/QR/N/CHN/5	Complète	29/01/2019
	2018-2020	G/MA/QR/N/CHN/5/Rev.1	Complète	29/01/2019
Colombie	2018-2020	G/MA/QR/N/COL/1	Complète	01/04/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/COL/1/Add.1	Modifications	03/06/2020
	2018-2020/ 2020-2022	G/MA/QR/N/COL/1/Add.2	Complète	15/01/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/COL/1/Add.3	Modifications	25/01/2022

Membre	Période biennale	Document	Type	Date de notification
Corée, Rép. de	2012-2014	G/MA/QR/N/KOR/1	Complète	15/10/2012
	2018-2020	G/MA/QR/N/KOR/2	Complète	27/09/2019
	2018-2020	G/MA/QR/N/KOR/2/Add.1 G/MA/QR/N/KOR/2/Add.1/Corr.1	Modifications	10/04/2020
		G/MA/QR/N/KOR/2/Add.2	Modifications	17/06/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/KOR/2/Add.3	Modifications	10/07/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/KOR/2/Add.4	Modifications	20/08/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/KOR/2/Add.5	Modifications	15/09/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/KOR/3	Complète	09/10/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/KOR/3/Add.1	Modifications	23/10/2020
2020-2022	G/MA/QR/N/KOR/3/Add.2	Modifications	07/12/2021	
Costa Rica	2012-2014	G/MA/QR/N/CRI/1 G/MA/QR/N/CRI/1/Corr.1	Complète	30/09/2012
	2014-2016	G/MA/QR/N/CRI/2	Complète	23/10/2014
	2016-2018/ 2018-2020	G/MA/QR/N/CRI/3	Complète	22/10/2018
	2018-2020	G/MA/QR/N/CRI/3/Add.1	Modifications	15/04/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/CRI/3/Add.2	Modifications	01/07/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/CRI/4	Complète	30/09/2020
Côte d'Ivoire	2014-2016	G/MA/QR/N/CIV/1	Complète	18/08/2014
Cuba	2012-2014	G/MA/QR/N/CUB/1	Complète	07/01/2013
	2014-2016	G/MA/QR/N/CUB/2	Complète	24/09/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/CUB/3	Complète	01/09/2016
	2016-2018	G/MA/QR/N/CUB/3/Rev.1	Complète	14/07/2017
	2018-2020	G/MA/QR/N/CUB/4	Complète	04/09/2018
	2020-2022	G/MA/QR/N/CUB/5	Complète	12/10/2020
Egypte	2018-2020	G/MA/QR/N/EGY/1	Complète	13/04/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/EGY/1/Rev.1	Complète	22/04/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/EGY/1/Rev.1/Add.1	Modifications	22/06/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/EGY/1/Rev.1/Add.2	Modifications	07/12/2020
El Salvador	2020-2022	G/MA/QR/N/SLV/1	Complète*	23/09/2021
Equateur	2018-2020 2020-2022	G/MA/QR/ECU/1	Complète*	13/04/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/ECU/1/Add.1	Modifications	15/06/2021
	2012-2014	G/MA/QR/N/USA/1	Complète	03/10/2012
États-Unis	2014-2016	G/MA/QR/N/USA/2	Complète	30/09/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/USA/3	Complète	30/09/2016
	2018-2020	G/MA/QR/N/USA/4	Complète	30/09/2018
	2018-2020	G/MA/QR/N/USA/4/Add.1	Modifications	13/05/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/USA/4/Add.2	Modifications	31/08/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/USA/5	Complète	01/10/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/USA/5/Add.1	Modifications	28/01/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/USA/5/Add.2	Modifications	13/09/2021
	Fédération de Russie	2012-2014	G/MA/QR/N/RUS/1 G/MA/QR/N/RUS/1/Corr.1	Complète
2014-2016		G/MA/QR/N/RUS/2	Complète	18/09/2014
2016-2018		G/MA/QR/N/RUS/3 G/MA/QR/N/RUS/3/Corr.1	Complète	27/09/2016
2018-2020		G/MA/QR/N/RUS/4	Complète	07/05/2019
2020-2022		G/MA/QR/N/RUS/5	Complète	21/10/2021
Gambie	2018-2020	G/MA/QR/N/GMB/1	Complète*	22/09/2021
Géorgie	2014-2016	G/MA/QR/N/GEO/1	Complète	25/03/2014
	2016-2018/ 2018-2020	G/MA/QR/N/GEO/2	Complète	20/12/2019
	2018-2020	G/MA/QR/N/GEO/2/Add.1	Modifications	14/04/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/GEO/2/Add.2	Modifications	14/07/2020
Hong Kong, Chine	2012-2014	G/MA/QR/N/HKG/1	Complète	28/09/2012
	2012-2014	G/MA/QR/N/HKG/1/Add.1	Modifications	30/04/2013
	2014-2016	G/MA/QR/N/HKG/2	Complète	30/09/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/HKG/3	Complète	23/09/2016
	2018-2020	G/MA/QR/N/HKG/4	Complète	28/09/2018
	2020-2022	G/MA/QR/N/HKG/5	Complète	28/10/2020
Inde	2012-2014	G/MA/QR/N/IND/1	Complète	01/10/2013
	2014-2016/ 2016-2018	G/MA/QR/N/IND/2	Complète	06/06/2018
	2014-2016/ 2016-2018/ 2018-2020	G/MA/QR/N/IND/2/Add.1	Complète	17/04/2019
	2020-2022	G/MA/QR/N/IND/3	Complète	29/09/2021



Membre	Période biennale	Document	Type	Date de notification
Israël	2018-2020	G/MA/QR/N/ISR/1	Complète	04/05/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/ISR/1/Add.1	Modifications	09/06/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/ISR/1/Add.2	Modifications	01/11/2020
Japon	2012-2014	G/MA/QR/N/JPN/1	Complète	22/01/2013
	2014-2016	G/MA/QR/N/JPN/2	Complète	15/01/2015
	2014-2016	G/MA/QR/N/JPN/2/Rev.1	Complète	15/01/2015
	2016-2018	G/MA/QR/N/JPN/3	Complète	30/09/2016
	2018-2020	G/MA/QR/N/JPN/4	Complète	28/09/2018
Kazakhstan	2020-2022	G/MA/QR/N/JPN/5	Complète	30/09/2020
	2016-2018	G/MA/QR/N/KAZ/1 G/MA/QR/N/KAZ/1/Corr.1	Complète	03/05/2017
	2018-2020	G/MA/QR/N/KAZ/2	Complète	10/12/2018
	2018-2020	G/MA/QR/N/KAZ/2/Rev.1	Complète	21/01/2019
	2020-2022	G/MA/QR/N/KAZ/3	Complète	10/09/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/KAZ/3/Rev.1	Complète	13/04/2021
Macao, Chine	2020-2022	G/MA/QR/N/KAZ/3/Rev.2	Complète	07/05/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KAZ/3/Rev.2/Add.1	Modifications	19/10/2021
	2012-2014	G/MA/QR/N/MAC/1	Complète	01/09/2012
	2014-2016	G/MA/QR/N/MAC/2	Complète	01/08/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/MAC/3	Complète	17/06/2016
Macédoine du Nord	2018-2020	G/MA/QR/N/MAC/4	Complète	14/08/2018
	2020-2022	G/MA/QR/N/MAC/5	Complète	18/06/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/MKD/1	Complète	31/03/2020
Malaisie	2018-2020	G/MA/QR/N/MYS/1	Complète	30/09/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/MYS/1/Add.1	Modifications	21/09/2021
Maldives	2014-2016/ 2016-2018/ 2018-2020	G/MA/QR/N/MDV/1	Complète	30/10/2019
Mali	2012-2014	G/MA/QR/N/MLI/1	Complète	05/05/2013
Maurice	2012-2014	G/MA/QR/N/MUS/1	Complète	30/10/2014
	2014-2016	G/MA/QR/N/MUS/2	Complète	16/09/2016
	2016-2018	G/MA/QR/N/MUS/3	Complète	09/03/2017
	2018-2020	G/MA/QR/N/MUS/4	Complète	03/09/2018
	2020-2022	G/MA/QR/N/MUS/5	Complète	18/09/2020
Mexique	2014-2016	G/MA/QR/N/MEX/1	Complète	22/07/2016
	2014-2016	G/MA/QR/N/MEX/1/Rev.1	Complète	26/07/2016
Moldova, République de	2012-2014/ 2014-2016/ 2016-2018/ 2018-2020	G/MA/QR/N/MDA/1	Complète	26/05/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/MDA/1/Add.1	Modifications	26/05/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/MDA/1/Add.2	Modifications	15/10/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/MDA/2	Complète	07/09/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/MDA/2/Add.1	Modifications	22/11/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/MDA/2/Add.2	Modifications	28/02/2022
Monténégro	2018-2020	G/MA/QR/N/MNE/1	Complète	05/11/2019
	2020-2022	G/MA/QR/N/MNE/2	Complète	23/09/2020
Nicaragua	2014-2016	G/MA/QR/N/NIC/1	Complète	22/09/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/NIC/2	Complète	14/11/2016
	2018-2020	G/MA/QR/N/NIC/3	Complète	30/09/2018
	2020-2022	G/MA/QR/N/NIC/4	Complète	03/11/2020
Norvège	2018-2020	G/MA/QR/N/NOR/1	Complète	06/05/2019
	2020-2022	G/MA/QR/N/NOR/2	Complète	30/03/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/NOR/2/Add.1	Modifications	10/05/2021
Nouvelle-Zélande	2012-2014	G/MA/QR/N/NZL/1	Complète	12/10/2012
	2014-2016	G/MA/QR/N/NZL/2	Complète	01/10/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/NZL/3	Complète	14/05/2018
	2018-2020	G/MA/QR/N/NZL/4	Complète	25/10/2019
	2020-2022	G/MA/QR/N/NZL/5	Complète	18/03/2021
	2018-2020	G/MA/QR/N/NOR/1/Add.1	Modifications	03/06/2020
Paraguay	2018-2020	G/MA/QR/N/PRY/1 G/MA/QR/N/PRY/1/Corr.1	Complète	11/05/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/PRY/1/Add.1	Modifications	26/05/2020
Pérou	2012-2014	G/MA/QR/N/PER/1	Complète	28/08/2013
	2018-2020	G/MA/QR/N/PER/2	Modifications	19/06/2020

Membre	Période biennale	Document	Type	Date de notification
Philippines	2014-2016	G/MA/QR/N/PHL/1	Complète	19/05/2015
	2014-2016/ 2016-2018/ 2018-2020/ 2020-2022	G/MA/QR/N/PHL/2 G/MA/QR/N/PHL/2/Corr.1	Complète	23/02/2021
RDP lao	2014-2016	G/MA/QR/N/LAO/1	Complète	12/10/2014
République kirghize	2018-2020	G/MA/QR/N/KGZ/1	Complète	22/07/2019
	2018-2020	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.1	Modifications	23/03/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.2	Modifications	21/12/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.3	Modifications	06/01/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.4	Modifications	05/03/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.5	Modifications	23/03/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.6	Modifications	07/04/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.7	Modifications	09/04/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.8	Modifications	24/05/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.9	Modifications	05/07/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.10	Modifications	20/08/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.11	Modifications	01/12/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.12	Modifications	10/01/2022
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.13	Modifications	14/01/2022
	2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.14	Modifications	26/01/2022
2020-2022	G/MA/QR/N/KGZ/1/Add.15	Modifications	22/02/2022	
Royaume-Uni	2020-2022	G/MA/QR/N/GBR/1	Complète	14/04/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/GBR/1/Add.1	Modifications	17/02/2022
Seychelles	2016-2018	G/MA/QR/N/SYC/1	Complète	10/01/2018
	2020-2022	G/MA/QR/N/SYC/2	Complète	08/02/2021
Singapour	2012-2014	G/MA/QR/N/SGP/1	Complète	06/05/2013
	2014-2016	G/MA/QR/N/SGP/2	Complète	15/04/2015
	2016-2018	G/MA/QR/N/SGP/3	Complète	22/05/2017
	2018-2020	G/MA/QR/N/SGP/4	Complète	21/11/2018
	2020-2022	G/MA/QR/N/SGP/5	Complète	12/10/2020
Suisse <sup>1</sup>	2014-2016	G/MA/QR/N/CHE/1	Complète	11/03/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/CHE/2	Complète	10/07/2017
	2018-2020/ 2020-2022	G/MA/QR/N/CHE/3	Complète	13/07/2020
Taipei chinois	2014-2016	G/MA/QR/N/TPKM/1	Complète	29/09/2014
	2014-2016	G/MA/QR/N/TPKM/1/Add.1	Modifications	18/11/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/TPKM/2	Complète	21/07/2016
	2018-2020	G/MA/QR/N/TPKM/3	Complète	03/10/2018
	2020-2022	G/MA/QR/N/TPKM/4	Complète	24/09/2020
Thaïlande	2012-2014	G/MA/QR/N/THA/1 G/MA/QR/N/THA/1/Corr.1	Complète	22/10/2012
	2018-2020	G/MA/QR/N/THA/2	Complète	06/11/2018
	2014-2016/ 2016-2018/ 2018-2020	G/MA/QR/N/THA/2/Add.1	Complète	28/03/2019
	2018-2020	G/MA/QR/N/THA/2/Add.2	Modifications	27/03/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/THA/2/Add.3	Modifications	02/04/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/THA/2/Add.4	Modifications	18/05/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/THA/2/Add.5	Modifications	05/01/2022
	2020-2022	G/MA/QR/N/THA/2/Add.6	Modifications	08/02/2022
Tonga	2018-2020/ 2020-2022	G/MA/QR/N/TON/1	Complète	22/01/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/TON/1/Add.1	Modifications	06/08/2021
Turquie	2012-2014	G/MA/QR/N/TUR/1 G/MA/QR/N/TUR/1/Corr.1	Complète	30/09/2012
	2018-2020	G/MA/QR/N/TUR/2 G/MA/QR/N/TUR/2/Corr.1	Complète	30/10/2019
	2020-2022	G/MA/QR/N/TUR/2/Add.1	Modifications	08/04/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/TUR/2/Add.2	Modifications	04/10/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/TUR/2/Add.3	Complète	16/11/2021

<sup>1</sup> En raison de l'Union douanière entre le Liechtenstein et la Suisse, les notifications de la Suisse au titre de cette Décision valent aussi pour le Liechtenstein.

<b>Membre</b>	<b>Période biennale</b>	<b>Document</b>	<b>Type</b>	<b>Date de notification</b>
Ukraine	2012-2014	G/MA/QR/N/UKR/1	Complète	02/10/2012
	2012-2014	G/MA/QR/N/UKR/1/Add.1	Modifications	30/04/2013
	2012-2014	G/MA/QR/N/UKR/1/Add.2	Modifications	20/08/2013
	2012-2014	G/MA/QR/N/UKR/1/Add.3	Modifications	17/12/2013
	2014-2016	G/MA/QR/N/UKR/2	Complète	16/09/2015
	2014-2016	G/MA/QR/N/UKR/2/Rev.1	Complète	18/11/2015
	2014-2016	G/MA/QR/N/UKR/3	Complète	06/09/2016
	2014-2016	G/MA/QR/N/UKR/3/Add.1 G/MA/QR/N/UKR/3/Add.1/Corr.1	Modifications	16/02/2017
	2016-2018/ 2018-2020	G/MA/QR/N/UKR/4	Complète	11/10/2018
	2018-2020	G/MA/QR/N/UKR/4/Add.1	Modifications	11/03/2019
	2018-2020	G/MA/QR/N/UKR/4/Add.2	Modifications	26/03/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/UKR/4/Add.3	Modifications	13/04/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/UKR/4/Add.4	Modifications	15/05/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/UKR/4/Add.5	Modifications	05/06/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/UKR/4/Add.6	Modifications	06/07/2020
2020-2022	G/MA/QR/N/UKR/5	Complète	15/10/2020	
2020-2022	G/MA/QR/N/UKR/5/Add.1	Modifications	22/09/2021	
Union européenne	2012-2014	G/MA/QR/N/EU/1	Complète	24/04/2013
	2014-2016	G/MA/QR/N/EU/2	Complète	09/10/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/EU/3	Complète	17/01/2017
	2018-2020	G/MA/QR/N/EU/4	Complète	28/09/2018
	2018-2020	G/MA/QR/N/EU/4/Add.1	Modifications	07/04/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/EU/4/Add.2	Modifications	05/05/2020
	2018-2020	G/MA/QR/N/EU/4/Add.3	Modifications	10/06/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/EU/5	Complète	28/09/2020
	2020-2022	G/MA/QR/N/EU/5/Add.1	Modifications	04/02/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/EU/5/Add.2	Modifications	16/03/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/EU/5/Add.3	Modifications	29/03/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/EU/5/Add.4	Modifications	10/05/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/EU/5/Add.5	Modifications	08/07/2021
	2020-2022	G/MA/QR/N/EU/5/Add.6	Modifications	15/07/2021
2020-2022	G/MA/QR/N/EU/5/Add.7	Modifications	07/10/2021	
Uruguay	2014-2016	G/MA/QR/N/URY/1	Complète	08/01/2014
	2016-2018	G/MA/QR/N/URY/2	Complète	04/11/2016
	2018-2020	G/MA/QR/N/URY/3	Complète	21/10/2019
	2020-2022	G/MA/QR/N/URY/4	Complète	17/07/2020
Viet Nam	2018-2020	G/MA/QR/N/VNM/1	Complète	03/08/2020

\*: Notifications ne contenant pas la liste complète des restrictions quantitatives en vigueur.

Source: Secrétariat de l'OMC, sur la base des notifications reçues au 16 mars 2022.